

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL, 1992-1993

AOUT 1993

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
PRÉFACE	1
ORGANISATION ET MISE EN APPLICATION	3
 <u>CHAPITRE I - ACCÈS À L'INFORMATION</u>	
Rapport statistique	8
Salle de consultation	9
Voies officielles et voies officieuses	9
Instrument de délégation	10
Appels devant la Cour fédérale	10
 <u>CHAPITRE II - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</u>	
Rapport statistique	12
Voies officielles et voies officieuses	13
Instrument de délégation	13
Divulgations en vertu de l'alinéa 8(2)e)	13
Usage et divulgation	13
Causes devant les tribunaux	13
 Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information	
Annexe B - Instrument de délégation	
Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Annexe D - Instrument de délégation	

P R É F A C E

## RESPONSABILITÉS

Le ministère des Affaires extérieures est chargé en premier lieu de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions consistent : à représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; à évaluer les informations de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influencer les intérêts du Canada; à fournir des avis au gouvernement en consultant les autres ministères, sur la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; à coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, et d'échanges culturels et scientifiques; à montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et à protéger les citoyens canadiens à l'étranger et à leur venir en aide.

ORGANISATION ET MISE EN APPLICATION

Le conseiller principal et Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en oeuvre les politiques, lignes directrices et procédures pour assurer que le ministère des Affaires extérieures se conforme aux exigences de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur à Ottawa traite toutes les demandes présentées au ministère des Affaires extérieures en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à des missions à l'étranger. Le Coordonnateur relève du Conseiller juridique. Outre le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le Coordonnateur, le sous-ministre du Commerce extérieur, le sous-ministre adjoint des Affaires politiques et de la Sécurité internationale et le Conseiller juridique sont désignés avec pleins pouvoirs, et tous les chefs de mission sont désignés pour agir en vertu de l'alinéa 8(2) m) (avantage personnel) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le Gouvernement du Canada conserve des documents et des renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le ministère des Affaires extérieures afin qu'il puisse déterminer jusqu'à quel point les renseignements ont été fournis à titre confidentiel ou leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau du Coordonnateur est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions à l'étranger. Le bureau d'AIPRP s'occupe également des demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens soumises par les gouvernements étrangers. Le Ministère recueille aussi, en vertu de diverses dispositions légales et autres, une quantité appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des compagnies oeuvrant à l'étranger, ou qui ont des rapports avec des gouvernements étrangers. À la réception de telles demandes, le Ministère, s'il établit que les renseignements en question ne présentent pour lui aucun intérêt majeur, s'occupera d'aviser ou de consulter de manière adéquate les parties intéressées avant de divulguer tout renseignement. Le Bureau du coordonnateur a également souvent l'occasion de transmettre des renseignements personnels aux organismes d'enquête fédéraux.

Un changement important du nombre et de la composition des demandes d'accès est survenu parce que le Ministère a transféré à partir de septembre 1992, sa responsabilité en ce qui concerne la prestation du Programme de l'immigration à l'étranger à Commission Emploi et Immigration Canada. Comme les dossiers de l'immigration tenus par les missions n'étaient plus sous l'autorité du Ministère, le Bureau du coordonnateur a cessé de recevoir les demandes d'accès à ces dossiers, qui étaient devenues une part statistiquement importante de l'ensemble des cas. Nous avons notifié à l'avance le changement des responsabilités du Ministère aux grands nombres de demandeurs fréquents de dossiers relatifs à l'immigration; par conséquent, la transition semble s'être effectuée sans heurts.

En plus du Coordonnateur, le Bureau de l'AIPRP est doté de trois agents et de deux employés de soutien, qui s'occupent tous de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des fonctions connexes à temps plein. Il s'agit d'un gain d'un poste d'agent et d'une perte d'un employé de soutien par rapport aux dernières années. Quatre titulaires de ces postes ont changé dans une période de 15 mois.

#### NOMBRE DE CAS

En 1992-1993, le Ministère a reçu 303 demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 84 en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, pour un total de 387 demandes officielles d'information. Il s'agit d'une diminution de près d'un tiers comparativement à l'année précédente, due surtout à la disparition des demandes de dossiers d'immigration, qui avaient constitué jusque-là près de 50 % du total des demandes. Le Coordonnateur a aussi traité 210 consultations d'autres ministères gouvernementaux et 164 demandes de renseignements personnels en vertu de l'alinéa 8(2) e) et de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

#### PLAINTES

Trente plaintes ont été reçues pendant l'année par les deux Bureaux des Commissaires. Parmi les 21 enquêtes terminées, 14 ont été jugées non justifiées et 6 «fondées» et une a été retirée. Neuf plaintes sont toujours à l'étude.

### AUTRES RESPONSABILITÉS

En plus de gérer les demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, le Bureau du coordonnateur fournit avis et conseils aux sections du Ministère chargées de l'exécution des lois. Des séances d'information sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ont été données, par ex. aux nouveaux chefs de mission et aux nouveaux directeurs à l'administration centrale.

Le Coordonnateur est représenté au Comité interministériel sur la gestion des documents détenus par le gouvernement (GDDG), le programme gouvernemental dont l'objectif est d'intégrer les fonctions de collecte et d'utilisation des renseignements. Le Coordonnateur est le point de contact du Ministère pour la Collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique (bien que cette fonction soit exécutée par le Secteur des communications).

Le Ministère entre quotidiennement les nouvelles demandes dans le Système de coordination des demandes d'accès à l'information (SCDAI) et le consulte pour se tenir au courant des demandes traitées dans l'ensemble du gouvernement. Le Ministère contribue financièrement au fonctionnement du système de repérage de l'AIPRP et participe aux consultations interministérielles s'y rapportant. Le Coordonnateur est membre du Comité consultatif de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels coordonné par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Le Bureau du Coordonnateur doit examiner les dossiers qui sont transférés aux Archives nationales. Le Coordonnateur dirige une équipe formée d'agents supérieurs du service extérieur à la retraite, lesquels passent les dossiers en revue pour déterminer s'ils peuvent ou non être accessibles au public. Il s'agit d'un programme unique au sein des institutions gouvernementales et qui a contribué à permettre aux chercheurs d'avoir accès à de plus grandes quantités de renseignements ayant une incidence sur la conduite des relations internationales par le Canada. Au cours de la dernière année, ces personnes ont entamé l'examen des dossiers portant sur la période comprise entre 1963 et 1973 environ et parfois de dossiers plus récents.



CHAPITRE I - ACCÈS À L'INFORMATION

RAPPORT STATISTIQUE - INTERPRÉTATION/EXPLICATIONS

En 1992-1993, le ministère des Affaires extérieures a reçu 303 demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Quatre-vingts neuf demandes étaient reportées de l'année précédente. Quatre-vingt-neuf demandes ont été reportées de l'année précédente. De ces 392 demandes, 357 ont été entièrement traitées durant la période à l'étude, ce qui représente un taux d'achèvement de 90 p. 100, et 35 ont été reportées. Cent trente-neuf demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 120 autres ont été traitées en moins de 60 jours. Le reste (98) a pris plus de 60 jours.

Les demandes entièrement traitées se répartissaient comme suit :

communication totale	140
communication partielle	122
aucune communication (exemption)	11
aucune communication (exclusion)	01
transmission	24
traitement impossible	34
abandon	18
traitement officieux	06
TOTAL :	<u>357</u>

Les rapports statistiques ne témoignent pas des activités astreignantes liées au traitement des demandes de consultation, dont le Ministère a reçu 354 des autres ministères. L'examen de la documentation volumineuse des autres ministères concernant les négociations sur l'ALENA a été particulièrement fastidieuse.

Pour ce qui est des pourcentages, la ventilation des requérants ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux. La proportion de demandeurs de la catégorie «affaires», bien que toujours prédominante, a diminué, ce qui témoigne peut-être en partie de la «disparition» des avocats représentant des personnes qui demandent des dossiers d'immigration; la catégorie «public» peut comprendre n'importe laquelle des quatre autres catégories si aucun renseignement adéquat n'a été fourni.

médias	40
maisons d'enseignement	11
entreprises	161
autres organismes	21
public	68

Les coûts inhérents à l'administration des lois sur l'Accès à l'information et la Protection des renseignements personnels ont été limités aux salaires et aux frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur, et constituent le total des coûts liés à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels. Il est difficile d'évaluer le coût global de ce service pour le Ministère, particulièrement lorsque le coût réel est le temps et l'effort détournés des autres responsabilités des sections du Ministère.

Veillez consulter l'annexe A pour le rapport statistique complet.

#### SALLE DE CONSULTATION

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau d'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant la période visée par le présent rapport, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents identifiés en réponse à leur demande, plutôt que de payer des frais de photocopie.

#### VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

Comme la Loi vise plutôt à compléter qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la Bibliothèque ou aux missions à l'étranger.

Les demandes officielles sont traitées uniquement par le Bureau d'AIPRP. Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels passe beaucoup de temps à consulter le Service des relations avec les médias ainsi que les directions générales concernées afin de s'assurer que leurs réponses aux demandes non officielles sont conformes aux dispositions des deux Lois.

INSTRUMENT DE DÉLÉGATION

Vous trouverez à l'annexe B la liste des cadres, par poste, auxquels la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

APPELS DEVANT LA COUR FÉDÉRALE

Il n'y a aucun appel en instance devant la Cour fédérale.

CHAPITRE II - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS  
PERSONNELS

RAPPORT STATISTIQUE - INTERPRÉTATION/EXPLICATIONS

Durant la période visée par le présent rapport, 84 demandes ont été reçues par le ministère des Affaires extérieures en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Huit demandes étaient reportées de l'année précédente. De ces 92 demandes, 82 (90 %) ont été traitées comme suit :

communication totale	30
communication partielle	27
aucune communication (exemption)	03
traitement impossible	16
abandon	05
transmission	02

TOTAL : 83

Cinquante-quatre pour cent (45) des demandes traitées l'ont été en 30 jours, un autre 26 p. 100 en 60 jours, tandis que 12 p. 100 des demandes ont nécessité plus de 60 jours.

Agissant comme Conseiller principal auprès du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le Coordonnateur le conseille fréquemment sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection de renseignements se trouvant dans les dossiers des employés et de renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des exposés intraministériels réguliers et l'expérience ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et les services ministériels au pays et à l'étranger consultent plus souvent le Bureau du Coordonnateur au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur traite également les demandes informelles visant des renseignements personnels détenus dans les banques de données du Ministère.

Les dépenses citées ont généralement trait aux coûts en personnel. Le chiffre de 507 637 \$, qui figure à l'annexe C, représente le coût combiné des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels; une ventilation pour chaque loi n'est pas pratique.

### VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière informelle, habituellement sans passer par le Coordonnateur. Les requêtes, tant officielles qu'officieuses de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible.

### INSTRUMENT DE DELEGATION

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Vous trouverez à l'annexe D, par poste, une liste des cadres auxquels la Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

### DIVULGATION EN VERTU DE L'ALINÉA 8(2)E)

Le Ministère a reçu cent soixante-quatre (164) demandes de divulgation en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels de divers organismes fédéraux d'enquêtes. Le Ministère répond habituellement à ces demandes à condition qu'elles soient soumises par écrit et qu'elles satisfassent aux exigences.

### USAGE ET DIVULGATION

Puisque le ministère des Affaires extérieures n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

### CAUSES PORTÉES DEVANT LES TRIBUNAUX

Un procès intenté par une personne contre le ministère des Affaires extérieures concernant un refus de confirmer ou de rejeter une mesure touchant des renseignements personnels n'est pas encore terminé. En outre, l'intéressé a intenté un procès pour obtenir des renseignements supplémentaires à la suite d'une enquête consécutive à une plainte, enquête à l'issue de laquelle le Commissaire à la protection de la vie privée avait confirmé la position du Ministère.

Institution External Affairs / Affaires extérieures	Reporting period / Période visée par le rapport 92-04-01 - 93-03-31
--	--

Source	Media / Médias: 40	Academia / Secteur universitaire: 11	Business / Secteur commerciale: 161	Organization / Organisme: 21	Public: 68
--------	--------------------	--------------------------------------	-------------------------------------	------------------------------	------------

**I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information**

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	303
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	89
<b>TOTAL</b>	<b>392</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	356
Carried forward / Reportées	36

**II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées**

1. All disclosed / Communication totale	140	6. Unable to process / Traitement impossible	34
2. Disclosed in part / Communication partielle	121	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	18
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	7
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	11	<b>TOTAL</b>	<b>356</b>
5. Transferred / Transmission	24		

**III Exemptions invoked / Exceptions invoquées**

S. 13 (1) (a)	28	S. 16 (1) (a)	4	S. 18 (b)	0	S. 21 (1) (a)	22
(b)	1	(b)	0	(c)	0	(b)	17
(c)	1	(c)	4	(d)	2	(c)	8
(d)	0	(d)	0	S. 19 (1) / Par.	81	(d)	4
S. 14 / A.	9	S. 16 (2) / Par.	2	S. 20 (1) (a) / Art.	6	S. 22 / A.	1
S. 15 (1) International rel. / Relations inter. / A.	73	S. 16 (3) / Par.	0	(b)	9	S. 23 / A.	2
Defence / Défense	0	S. 17 / A.	4	(c)	11	S. 24 / A.	0
Subversive activities / Activités subversives	0	S. 18 (a) / Art.	0	(d)	5	S. 26 / A.	1

**IV Exclusions cited / Exclusions citées**

S. 68 (a) / Art.	2	S. 69 (1) (c) / Art.	1
(b)	0	(d)	1
(c)	0	(e)	1
S. 69 (1) (a) / Art.	3	(f)	0
(b)	0	(g)	5

**V Completion time / Délai de traitement**

30 days or under / 30 jours ou moins	139
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	120
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	52
121 days or over / 121 jours ou plus	45

**VI Extensions / Prorogations**

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	9	23
Consultation	5	12
Third party / Tiers	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>35</b>

**VII Translations / Traductions**

Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

**VIII Method of access / Méthode de consultation**

Copies given / Copies de l'original	265
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

**IX Fees / Frais**

Net fees collected / Frais net perçus		
Application fees / Frais de demande	1515.	Preparation / Préparation
Reproduction	406.60	Computer processing / Traitement informatique
Searching / Recherche		<b>TOTAL</b>
		<b>1921.60</b>
Fees waived / Frais auxquels on renonce		
\$25.00 or under / 25.00\$ ou moins	No. of times / Nombre de fois	\$
	6	\$ 30.00
Over \$25.00 / De plus de 25.00\$	0	\$ 0

**X Costs / Coûts**

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Salaire	\$245,100.
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$17,700.
<b>TOTAL</b>	<b>\$462,800.</b>
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	6.00

\*Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.





Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 19 juin 1986.

## ANNEXE

Poste

1. Sous-secrétaire d'état aux Affaires extérieures
2. Sous-ministre, Commerce extérieur
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale
4. Conseiller juridique du Ministère
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels

DATE: le 20 juillet 1992

A handwritten signature in cursive script, reading 'Barbara J. McDougall'.

## ANNEXE C

Government  
of CanadaGouvernement  
du CanadaREPORT ON THE PRIVACY ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELSInstitution  
External Affairs/Affaires extérieuresReporting period Période visée par le rapport  
92-04-01 - 93-03-31Requests under the Privacy Act  
Demandes en vertu de la Loi sur la protection des  
renseignements personnels

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	84
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	8
<b>TOTAL</b>	<b>92</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	83
Carried forward Reportées	9

<b>I Disposition of requests completed</b> <i>Dispositions prises à l'égard des demandes traitées</i>	
1. All disclosed Communication totale	30
2. Disclosed in part Communication partielle	27
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	3
5. Unable to process Traitement impossible	16
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	5
7. Transferred Transmission	2
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>

<b>II Exemptions invoked</b> <i>Exceptions invoquées</i>	
S. Par. 18 (2)	0
S. Art. 19 (1) (a)	6
(b)	1
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	4
S. Art. 22 (1) (a)	3
(b)	4
(c)	0
S. Par. 22 (2)	0
S. Art. 23 (a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	24
S. Art. 27	0
S. Art. 28	0

**IV Exclusions cited**  
*Exclusions citées*

S. Art. 69 (1) (a)	0
(b)	0
S. Art. 70 (1) (a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

**V Completion time**  
*Délai de traitement*

30 days or under 30 jours ou moins	45
31 to 60 days De 31 à 60 jours	26
61 to 120 days De 61 à 120 jours	12
121 days or over 121 jours ou plus	0

**VI Extensions**  
*Prorogations des délais*

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	10	0
Consultation	1	1
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>1</b>

**VII Translations**  
*Traductions*

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

**VIII Method of access**  
*Méthode de consultation*

Copies given Copies de l'original	56
Examination Examen de l'original	0
Copies and examination Copies et examen	0

**IX Corrections and notation**  
*Corrections et mention*

Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

**X Costs**  
*Coûts*

Financial (all reasons) Financière (raisons)	
Salary Traitement	\$
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	\$
<b>TOTAL</b>	<b>\$</b>
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	6.0



Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 19 juin 1986.

## ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-secrétaire d'état aux Affaires extérieures	Tous les articles
2. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
4. Conseiller juridique du Ministère	Tous les articles
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
6. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE: le 20 juillet 1992

*Barbara McDougall*

DOCS

CA1  
EA  
A13  
1993

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION  
AND PRIVACY

ANNUAL REPORT 1992-93

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

FEB 25 1994  
FEV

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

AUGUST 1993

TABLE OF CONTENTS

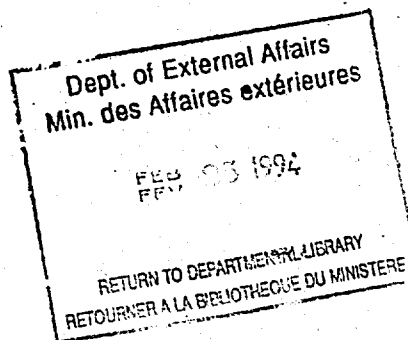
	<u>PAGE</u>
PREFACE	1
ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION	3

PART I - ACCESS TO INFORMATION

Statistical Report	8
Reading Room	9
Formal/Informal Interface	9
Designation Order	9
Appeals to Federal Court	9

PART II - PRIVACY

Statistical Report	11
Formal/Informal Interface	12
Designation Order	12
Disclosure under 8(2)(e)	12
Use and Disclosure	12
Court Cases	12
Annex A - Report on the Access to Information Act	
Annex B - Designation Order	
Annex C - Report on the Privacy Act	
Annex D - Designation Order	



P R E F A C E

RESPONSIBILITIES

The Department of External Affairs has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION



The Senior Advisor and Coordinator, Access to Information and Privacy (ATIP), has been designated with full authority to exercise the powers of the Access and Privacy Acts. The Coordinator's Office is responsible for the development, coordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the Department of External Affairs' compliance with the Access to Information Act and the Privacy Act. All requests to the Department of External Affairs under the Access to Information Act and Privacy Act submitted within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the Office of the Coordinator in Ottawa. The Coordinator reports to the Legal Advisor. In addition to the Under-Secretary of State for External Affairs and the Coordinator, the Deputy Minister for International Trade, the Assistant Deputy Minister for Political and International Affairs, and the Legal Advisor are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) (personal benefit) of the Privacy Act.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign governments. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of External Affairs in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The Coordinator's Office is responsible for consultations with foreign governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office. The Department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information in confidence from companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before disclosing any records. The Coordinator's Office also has frequent occasion to convey personal information to federal investigative agencies.

A significant change in the number and composition of the Access Requests occurred as a result of the transfer in September 1992 of responsibility for the delivery abroad of the Immigration Program from this department to CEIC. Because Immigration files at missions abroad were henceforth no longer under the control of the Department, the Coordinator's Office no longer continued to receive the Access requests for such files, which had become a statistically significant proportion of the overall case load. Notifications were sent in advance to the large numbers of frequent requestors for immigration-related records of the change in Departmental responsibilities; as a result, the transition seems to have been effected smoothly.

In addition to the Coordinator, the ATIP Office has a complement of three officers and two support staff, all of whom are dedicated to Access/Privacy and related functions on a full-time basis. This represents a gain of one program position and the loss of one support staff position as compared to recent years. Four of these positions changed incumbents during a period of 15 months.

#### CASE LOAD

In FY 1992-93, the Department received 303 requests under the Access Act, and 84 Privacy requests, or a total case load of 387 formal requests for information. This was a statistical decrease of almost one third as compared to the past year, due primarily to the disappearance of requests for immigration records, which had constituted close to 50% of total requests. The Coordinator also processed 210 consultations from other government departments and 164 requests for personal information under Section 8(2)(e) of the Privacy Act.

#### COMPLAINTS

Thirty complaints were received during the year by the two Commissioner's Offices. Of the 21 investigations completed, 14 were judged to be without justification, 6 were "well-founded" and one was abandoned. Nine complaints are still under investigation.

#### OTHER RESPONSIBILITIES

In addition to the management of Access and Privacy requests, the Coordinator's Office provides advice and guidance to departmental units on compliance with the legislation. Briefings on Access to Information and Privacy were given, e.g. to new Heads of Mission and new directors at headquarters.

The Coordinator is represented on the Interdepartmental Committee for Management of Government Information Holdings (MGIH), the government-wide program to integrate information collection and use functions. The Coordinator is the departmental point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research, (although the function is carried out in the Communications Branch).

The Department reports new requests on a daily basis to the Coordination of Access to Information Requests (CAIR) system and consults it to stay abreast of the range of requests being processed across government. The Department contributes financially to the ATIP tracking system maintenance and participates in related interdepartmental consultations. The Coordinator is a member of the Access and Privacy Advisory Committee coordinated by the Treasury Board Secretariat.

The Coordinator's Office is responsible for screening records for transfer to the National Archives. The Coordinator directs a team of retired senior foreign service officers who review records and determine whether they may be opened for public examination. This is a unique program among government institutions that has helped to provide access to researchers to greater volumes of information affecting Canada's conduct of international relations. This past year, the screeners commenced the review of records from 1963 to approximately 1973 and, in certain instances, more recent.

PART I - ACCESS TO INFORMATION

STATISTICAL REPORT - INTERPRETATION/EXPLANATION

During fiscal year 1992-93, the Department of External Affairs received 303 requests pursuant to the Access to Information Act. Eighty-nine requests were carried over from the previous reporting year. Of these 392 requests, 357 were completed during the period under review for a completion rate of 90 percent and 35 were carried forward. 139 requests were completed in 30 days or less and a further 120 were completed in less than 60 days. The remainder (98) required more than 60 days to complete.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	140
Disclosed in part	122
Nothing disclosed (exempt)	11
Nothing disclosed (excluded)	01
Transferred	24
Unable to process	34
Abandoned	18
Treated informally	06
TOTAL COMPLETED	<u>356</u>

The statistical reports do not reflect the time-consuming activities related to the processing of consultation requests, of which the Department received 354 from other departments. The reviewing of bulky documentation from other departments relating to the NAFTA negotiations has been especially burdensome.

In terms of percentages, the breakdown of requestors is not clearly indicative of end users. In percentage terms, the proportion of "Business" requestors, while still predominant, has fallen, perhaps in part reflecting the "disappearance" of lawyers acting on behalf of individuals seeking immigration records; the "Public" category may contain any of the other four categories if no appropriate identification has been provided.

Media	40
Academic	11
Business	161
Organization	21
Public	68

The costs have been limited to salary and operations for the Coordinator's Office and is a total figure for Access and Privacy. It is difficult to estimate the overall cost to the Department, particularly when the real cost is time and effort diverted from other operational responsibilities of departmental units.

Please refer to Annex A for the complete statistical report.

#### READING ROOM

A reading room is available in the public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, a minimum number of individuals opt to visit the reading room to examine releasable material rather than pay the related photocopying fees.

#### FORMAL/INFORMAL INTERFACE

Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad.

Formal requests are processed only by the ATIP Office. The Departmental Coordinator for Access to Information and Privacy also devotes considerable time to consultation with the Media Relations Office and the program bureaux concerned to ensure that their replies to enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

#### DESIGNATION ORDER

Attached as Annex B is the current list of officials, by title, who have been designated by the Secretary of State for External Affairs to exercise powers under the Act.

#### APPEALS TO FEDERAL COURT

There are no outstanding appeals to the Federal Court.

PART II - P R I V A C Y

STATISTICAL REPORT - INTERPRETATION/EXPLANATION

During the period under review, 84 Privacy requests were received by the Department. Eight requests were carried over from the previous reporting year. Of these 92, 83 (90%) were completed during the reporting year, and processed as follows:

All disclosed	30
Disclosed in part	27
Nothing disclosed (exempt)	03
Unable to process	16
Abandoned	05
Transferred	<u>02</u>
TOTAL COMPLETED	83

Forty-five requests (54%) of the completed requests were answered within 30 days, another 26 took up to 60 days, while 12 exceeded the 60-day limit.

As Senior Advisor on Privacy for the Department, the Coordinator regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files and personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulating experience are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the Privacy Act and the Coordinator's Office is consulted with increasing frequency by departmental units at home and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the Department's information banks are also handled in the Coordinator's Office.

Expenses generally relate to personnel costs. The declared costs figure of \$245,100. given in Annex C is the combined salary and operations cost for the Office of the Access and Privacy Coordinator; a breakdown for each Act is not practical.



### FORMAL/INFORMAL INTERFACE

There is no change since last year's report. Employees of the Department continue to be able to access personnel files on an informal basis usually without recourse to the Coordinator. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible formally and informally.

### DESIGNATION ORDER

There is no change since the last report. Attached as Annex D is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

### DISCLOSURES UNDER 8(2)(E)

One hundred and sixty-four(164) requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the Department from federal investigative bodies. Such requests are ordinarily complied with provided they are submitted in writing and meet the necessary requirements.

### USE AND DISCLOSURE

As the Department of External Affairs controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

### COURT CASES

A suit by an individual against External Affairs concerning a refusal to confirm or deny an action involving personal information is not yet completed. In addition, an individual has filed a suit to obtain additional information after completion of a complaint investigation in which the Privacy Commissioner upheld the position of the Department.

**ANNEX A**  
**REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT**  
**RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**Government of Canada / Gouvernement du Canada**

Institution <b>External Affairs / Affaires extérieures</b>	Reporting period / Période visée par le rapport <b>92-04-01 - 93-03-31</b>
---	---

Source →	Media / Médias <b>40</b>	Academia / Secteur universitaire <b>11</b>	Business / Secteur commerciale <b>161</b>	Organization / Organisme <b>21</b>	Public <b>68</b>
----------	-----------------------------	---	--	---------------------------------------	---------------------

**I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information**

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	<b>303</b>
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	<b>89</b>
<b>TOTAL</b>	<b>392</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	<b>356</b>
Carried forward / Reportées	<b>36</b>

**II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées**

1. All disclosed / Communication totale	<b>140</b>	6. Unable to process / Traitement impossible	<b>34</b>
2. Disclosed in part / Communication partielle	<b>121</b>	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	<b>18</b>
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	<b>1</b>	8. Treated informally / Traitement non officiel	<b>7</b>
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	<b>11</b>	<b>TOTAL</b>	<b>356</b>
5. Transferred / Transmission	<b>24</b>		

**III Exemptions invoked / Exceptions invoquées**

S. Art. 13 (1) (a)	<b>28</b>	S. Art. 16 (1) (a)	<b>4</b>	S. Art. 18 (b)	<b>0</b>	S. Art. 21 (1) (a)	<b>22</b>
(b)	<b>1</b>	(b)	<b>0</b>	(c)	<b>0</b>	(b)	<b>17</b>
(c)	<b>1</b>	(c)	<b>4</b>	(d)	<b>2</b>	(c)	<b>8</b>
(d)	<b>0</b>	(d)	<b>0</b>	S. 19 (1) / Par.	<b>81</b>	(d)	<b>4</b>
S. A. 14	<b>9</b>	S. Par. 16 (2)	<b>2</b>	S. Art. 20 (1) (a)	<b>6</b>	S. A. 22	<b>1</b>
S. 15 (1) International rel. / Relations Inter. A.	<b>73</b>	S. 16 (3) / Par.	<b>0</b>	(b)	<b>9</b>	S. A. 23	<b>2</b>
Defence / Défense	<b>0</b>	S. A. 17	<b>4</b>	(c)	<b>11</b>	S. A. 24	<b>0</b>
Subversive activities / Activités subversives	<b>0</b>	S. Art. 18 (a)	<b>0</b>	(d)	<b>5</b>	S. A. 26	<b>1</b>

**IV Exclusions cited / Exclusions citées**

S. Art. 68 (a)	<b>2</b>	S. Art. 69 (1) (c)	<b>1</b>
(b)	<b>0</b>	(d)	<b>1</b>
(c)	<b>0</b>	(e)	<b>1</b>
S. Art. 69 (1) (a)	<b>3</b>	(f)	<b>0</b>
(b)	<b>0</b>	(g)	<b>5</b>

**V Completion time / Délai de traitement**

30 days or under / 30 jours ou moins	<b>139</b>
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	<b>120</b>
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	<b>52</b>
121 days or over / 121 jours ou plus	<b>45</b>

**VI Extensions / Prorogations**

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	<b>9</b>	<b>23</b>
Consultation	<b>5</b>	<b>12</b>
Third party / Tiers	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>35</b>

**VII Translations / Traductions**

Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

**VIII Method of access / Méthode de consultation**

Copies given / Copies de l'original	<b>265</b>
Examination / Examen de l'original	<b>0</b>
Copies and examination / Copies et examen	<b>0</b>

**IX Fees / Frais**

Net fees collected / Frais net perçus		
Application fees / Frais de demande	<b>1515.</b>	Preparation / Préparation
Reproduction	<b>406.60</b>	Computer processing / Traitement informatique
Searching / Recherche		<b>TOTAL</b>
		<b>1921.60</b>
Fees waived / Frais auxquels on renonce		
	No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25.00\$ ou moins	<b>6</b>	<b>\$ 30.00</b>
Over \$25.00 / De plus de 25.00\$	<b>0</b>	<b>\$ 0</b>

**X Costs / Coûts**

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	<b>* \$245,100.</b>
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	<b>* \$17,700.</b>
<b>TOTAL</b>	<b>* \$462,800.</b>
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	<b>6.00</b>

\*Combined figure for Access and Privacy activities.

The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

## Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated June 19, 1986.

## SCHEDULE

Position

1. Under-Secretary of State for External Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
4. Legal Advisor
5. Coordinator for Access to Information and Privacy

DATE: July 20, 1992

A handwritten signature in cursive script that reads 'Barbara McDougall'.



REPORT ON THE PRIVACY ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution External Affairs/Affaires extérieures	Reporting period Période visée par le rapport 92-04-01 - 93-03-31
--	--

I Requests under the Privacy Act  
Demandes en vertu de la Loi sur la protection des  
renseignements personnels

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	84
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	8
<b>TOTAL</b>	<b>92</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	83
Carried forward Reportées	9

II Disposition of requests completed  
Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	30
2. Disclosed in part Communication partielle	27
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	3
5. Unable to process Traitement impossible	16
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	5
7. Transferred Transmission	2
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>

III Exemptions invoked  
Exceptions invoquées

S. Par. 18 (2)	0
S. Art. 19 (1) (a)	6
(b)	1
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	4
S. Art. 22 (1) (a)	3
(b)	4
(c)	0
S. Par. 22 (2)	0
S. Art. 23 (a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	24
S. Art. 27	0
S. Art. 28	0

IV Exclusions cited  
Exclusions citées

S. Art. 69 (1) (a)	0
(b)	0
S. Art. 70 (1) (a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

V Completion time  
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	45
31 to 60 days De 31 à 60 jours	26
61 to 120 days De 61 à 120 jours	12
121 days or over 121 jours ou plus	0

VI Extensions  
Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	10	0
Consultation	1	1
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>1</b>

VII Translations  
Traductions

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

VIII Method of access  
Méthode de consultation

Copies given Copies de l'original	56
Examination Examen de l'original	0
Copies and examination Copies et examen	0

IX Corrections and notation  
Corrections et mention

Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

X Costs  
Coûts

Financial (all reasons) Financiers (raisons)	
Salary Traitement	\$
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	\$
<b>TOTAL</b>	<b>\$</b>
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	6.0



ANNEX D

The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

### Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated June 19, 1986.

#### SCHEDULE

<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1. Under-Secretary of State for External Affairs	All sections
2. Deputy Minister for International Trade	All sections
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
4. Legal Advisor	All sections
5. Coordinator for Access to Information and Privacy	All sections
6. Heads of post or mission	Paragraph 8(2)(m)

*Barbara J. McDougall*

DATE: July 20, 1992

